

Réforme Le bac pro enfin revalorisé ?

«Campus d'excellence», apprentissage, secondes moins spécialisées, Jean-Michel Blanquer présentait lundi sa réforme du lycée professionnel. Les syndicats sont mitigés.

Par
MARIE PIQUEMAL

Pour l'occasion, Jean-Michel Blanquer avait fait venir dans la cour du ministère de l'Éducation nationale appareils de soudure et toutes sortes d'engins censés représenter la diversité des métiers que l'on apprend aujourd'hui dans les lycées professionnels. Après une séance photo dans une tractopelle, le ministre annonçait solennellement : «C'est l'un des jours les plus importants de mon mandat. Je l'ai toujours dit, ma deuxième priorité après le primaire, c'est la voie professionnelle.» Ainsi, il a présenté sa réforme du lycée professionnel, où sont scolarisés aujourd'hui un tiers des lycéens. Soit 665 000 élèves. Il n'a pas lésiné sur les adjectifs : «le lycée professionnel, un grand atout pour notre pays», «un catalyseur de promotion», «un tremplin», «quelque chose qui ouvre vers une destinée choisie».

Derrière les mots, c'est plus compliqué. Les annonces faites lundi matin restent floues. «A un moment donné, il va falloir dépasser les slogans», réagit, irritée, Sigrid Girardin, du syndicat enseignant Snuep-FSU (minoritaire). «Disons que c'est un document de travail qui va permettre enfin de discuter», se réjouit Pascal Vivier, le secrétaire général du Snetaa-FO (majoritaire), qui assure avoir évité le pire : «Ily a quarante-huit heures, nous avons encore des me-

ures totalement farfelues.»

Les professeurs de terrain à qui nous donnons la parole sont prudents et sur la réserve. Question d'habitude aussi. «Les politiques répètent depuis quinze ans qu'il faut revaloriser l'enseignement professionnel. Mais dans les faits, cette filière reste mal connue et mal aimée», résumait dans un rapport de 2016 le Cnesco, le Conseil national d'évaluation des politiques scolaires, qui avait mis en lumière une réalité toujours d'actualité : 35 % des bacheliers professionnels n'ont pas de travail sept mois après l'obtention de leur diplôme.

Un campus d'excellence

Parmi les mesures annoncées : des campus d'excellence «nouvelle génération». Jean-Michel Blanquer croit beaucoup à l'effet du mot «campus», qui, selon lui, donne envie et motive. L'idée est de faire émerger, sur un même site, différents lieux de formation, «un lycée, un centre de formation d'apprentis (CFA), pourquoi pas un incubateur d'entreprise, un internat et une offre de BTS». Le ministre annonce un appel à projets doté de «50 millions d'euros pour faire émerger des projets pédagogiques innovants». Critique, Sigrid Girardin, du Snuep-FSU, rappelle qu'il existe «déjà 78 campus mais

seuls trois fonctionnent vraiment en tant que tels. C'est une annonce vitrine».

Une seconde en famille de métiers

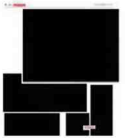
Pour lutter contre les orientations subies, le ministre veut une classe de seconde moins spécialisée, par «familles de métier». A la sortie de la troisième, l'élève optera au choix entre : aéronautique, bois, beauté et bien-être... L'objectif affiché est de donner plus de temps aux élèves pour affiner leur orientation en seconde, avant de se spécialiser en première et terminale. «Les familles de métier proposées ont des champs assez réduits, alors que nous avons peur de voir mélangées des choses aussi différentes que cuisine et menuiserie», commente, soulagé, Pascal Vivier, du Snetaa-FO. Sigrid Girardin, elle, est furieuse : «Mais c'est en totale contradiction avec la volonté affichée d'améliorer l'insertion professionnelle! Avec cette mesure, on réduit leur formation pratique d'un an.»

Valoriser l'apprentissage

Le ministre entend promouvoir l'apprentissage, qu'il voit comme la solu-

**Jean-Michel
 Blanquer croit
 beaucoup à l'effet
 du mot «campus»
 qui, selon lui,
 donne envie et
 motive.**

tion à une partie des difficultés d'insertion sur le marché du travail. Ainsi, il s'est engagé à ce que chaque lycée comporte en son sein une unité de formation d'apprentis pour permettre aux



élèves de passer de la voie scolaire à l'apprentissage plus facilement. Problème soulevé par les professeurs: gérer dans une même classe des élèves qui n'ont pas le même statut (scolaire et salarié) est très compliqué sur le plan pédagogique, les jeunes ayant des rythmes très différents.

Un oral au bac et... des suppressions de postes ?

Autre mesure annoncée: «Un oral au bac pour que l'élève parle de son chef-d'œuvre réalisé dans l'année», dit le ministre, qui veut ainsi «cultiver la fierté». Il a aussi promis d'ouvrir 2 000 places en BTS. Très critique, le Snuep-FSU estime que toutes ces annonces, «même celles qui apparaissent comme positives», cachent une autre finalité de la réforme. Budgétaire, cette fois: «A regarder de près la grille horaire, il semble surtout que le ministère cherche à faire des économies: 16% d'heures de mathématiques en moins sur trois ans, 13% en lettres-histoire... On a fait le calcul, cela reviendrait à supprimer 5 000 postes d'enseignants.» ◀



Dans l'atelier de carrosserie du lycée professionnel Le Chatelier à Marseille, le 17 septembre 2013.
 PHOTO OLIVIER MONGE. MYOP